

Mer du Nord : TOTALement irresponsable, TOTALement coupable !

mardi 10 avril 2012, par [GAY Vincent](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2012).

La poursuite du tout-pétrole pousse les compagnies à forer dans des endroits difficiles d'accès. La fuite de gaz naturel de la plateforme Elgin-Franklin depuis le 25 mars est un exemple des problèmes parfois très graves que cela peut poser.

Le 20 avril 2010, la plateforme pétrolière Deepwater Horizon explosait, tuant onze travailleurs et provoquant dans le golfe du Mexique, une des plus grandes marées noires de l'histoire. British Petroleum (BP, rebaptisé, ironiquement sans doute, Beyond Petroleum - « au-delà du pétrole »), reconnaît son impuissance à lutter efficacement contre une telle catastrophe.

25 mars 2012, c'est la plateforme gazière Elgin-Franklin, exploitée par Total au large des côtes écossaises, qui connaît un accident similaire et voit le gaz naturel s'échapper massivement. Le personnel de la plateforme et des plateformes environnantes doit alors être évacué, les bateaux sont interdits de circulation dans les zones alentour, de même que les avions.

La faute du vent

Si ce type d'accident est moins impressionnant qu'une marée noire, les risques demeurent très importants. Pourtant, selon Total, il n'y a pour le moment rien à craindre en raison des conditions météorologiques. Comme en cas de catastrophe nucléaire, c'est la direction du vent qui minimise ou non les risques. Dans le cas précis de la plateforme Elgin-Franklin, c'est le risque d'enflammer la torchère (sorte de grande cheminée servant à faire brûler les déchets de gaz) qui a constitué la menace la plus forte dans les premiers jours qui ont suivi l'accident. En cas de vents contraires, l'explosion produite par le contact du gaz naturel et des flammes aurait pu être énorme. Si, à l'heure où nous écrivons, ce danger semble écarté, du moins aux dires de Total, ce qui reste à confirmer, le problème n'est pas résolu pour autant : des dizaines de tonnes de gaz forment un immense nuage et une nappe d'hydrocarbures se déploie sur 12 km² à la surface de la mer.

Une nouvelle fois, même si Total n'avait pas connu un accident de cette gravité depuis dix ans, une multinationale énergétique fait preuve de son incapacité à faire face à une catastrophe provoquée par une extraction intensive des ressources naturelles. Une semaine après le début de la fuite de gaz, les solutions restent aléatoires : soit creuser un puits de secours, soit « colmater le puits avec des boues épaisses de forage » selon le ministère britannique de l'Énergie et du Climat. Dans tous les cas, il s'agit de solutions qui nécessitent du temps, six mois au moins, alors que le dispositif d'alerte permettant de confiner le gaz à l'intérieur des puits en cas de perte de contrôle n'a pas fonctionné. Le même problème s'était posé en 2010 au large du Mexique. Au-delà de l'incurie et de l'impréparation aux accidents dont font preuve les grands groupes énergétiques, un tel événement doit nous interroger sur la nécessité même de certains forages. La profondeur du gisement de Elgin-Franklin (5 300 mètres) et la forte pression du gaz ainsi que sa température rendent difficiles les conditions d'extraction, multipliant d'autant plus les risques. Comme dans le cas des huiles et gaz de schiste, il s'agit pour les compagnies d'une fuite en avant tous azimuts, visant à forer de plus en plus

loin, dans de plus en plus d'endroits, pour pallier les pénuries pétrolières à venir. Et Total envisage d'exploiter de nouveaux gisements, encore plus profonds.

Prendre notre avenir énergétique en main

Un protocole européen censé durcir les normes de sécurité des activités de productions pétrolières et gazières a été élaboré après l'accident de BP en 2010, mais il ne doit rentrer en vigueur qu'en 2014. Que faire en attendant des 11 169 plateformes en service dans l'Atlantique Nord ? Par ailleurs, si durcir les conditions de sécurité est nécessaire, cela restera de peu d'effet si on continue à forer, et ce dans des conditions de plus en plus difficiles. Alors que la crise climatique nous impose une réduction drastique des consommations d'énergies fossiles, des sociétés et des économies décarbonées, on doit bien plutôt chercher à stopper le lancement de nouvelles exploitations de ressources gazières et pétrolières. Ce qui implique bien entendu de ne pas laisser faire les multinationales de l'énergie qui, du fait de leur poids économique et donc politique, orientent l'organisation de nos systèmes énergétiques. Reprendre la main sur notre avenir commun, et donc notre avenir énergétique, nécessite d'en finir avec la dictature des grands groupes et donc avec la logique capitaliste. C'est bien pourquoi le NPA propose leur expropriation pure et simple, leur socialisation et leur mise sous contrôle des travailleurEs et de la population.

Vincent Gay

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 143 (05/04/12).